



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Mission Permanente d'Algérie
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève et des Organisations
Internationales en Suisse

البعثة الدائمة للجزائر
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

N° 162 /MPAG/ RM /2025

NOTE VERBALE

La Mission Permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments à l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, service des procédures spéciales et se référant à sa note verbale du 27 février 2025, portant sur la Communication conjointe (AL DZA 1/2025), adressée par trois (03) titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme, relative à des allégations de détention et de mise sous contrôle judiciaire de M. Mustapha Bendjama et la condamnation de M. Tahar Larbi, pour diffusion de fausses informations portant atteinte à la sécurité publique et l'intégrité du territoire national, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, la réponse du Gouvernement algérien à cette communication.

La Mission Permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire saisit cette occasion pour renouveler à l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 01 mai 2025

Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Palais des Nations. 1211 Genève 10
Fax : +41 22 917 9008
E-Mail : ohchr-registry@un.org

Réponse du Gouvernement algérien à la communication de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales relative aux affaires concernant Mustapha Bendjama et Tahar Larbi

I. Mustapha Bendjama

Faits et procédure

- Le 23 décembre 2024, l'intéressé a publié sur des médias sociaux des messages véhiculant délibérément de fausses nouvelles et informations et incitant les jeunes à descendre dans la rue sans demander d'autorisation pour des rassemblements et des manifestations dans des lieux publics. Il s'agit là d'actes susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique et à la liberté de circulation d'autrui, car les manifestations non autorisées entraînent souvent le blocage des voies publiques.
- Le 2 janvier 2025, l'intéressé a été poursuivi par le procureur de la République près le tribunal d'Annaba dans le cadre d'une demande d'ouverture d'enquête, assortie d'une demande de placement en détention provisoire, sur les délits de diffusion ou propagation volontaires d'informations ou de nouvelles fausses susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre publics et d'exposition au regard du public de tracts de nature à nuire à l'intérêt national, actes qui sont visés et punis par les articles 96 et 196 *bis* 1) du Code pénal.
- Le même jour, après avoir entendu M. Bendjama en première comparution, le juge d'instruction a rendu une ordonnance refusant le placement du mis en cause en détention provisoire et ordonnant son placement sous contrôle judiciaire.
- Le 14 janvier 2025, suite à l'appel interjeté par le ministère public, la chambre d'accusation a rendu une décision confirmant les deux ordonnances attaquées.
- Le 17 février 2025, le mis en cause a déposé une demande de levée des mesures de contrôle judiciaire, que le juge d'instruction a rejetée dans une ordonnance rendue le 24 février 2025. Suite à l'appel interjeté par l'intéressé, la chambre d'accusation a rendu une décision confirmant l'ordonnance du juge d'instruction, le 11 mars 2025.

L'affaire est encore en cours d'instruction.

Quant à la plainte dans laquelle l'intéressé a affirmé avoir subi des coups et violences lors de son arrestation du 8 février 2023, elle a été renvoyée au procureur de la République près le tribunal militaire de Constantine.

II. Tahar Larbi

1. Première affaire

Faits et procédure

- Tahar Larbi a publié sur des médias sociaux plusieurs messages insultant les institutions de l'État et des messages de propagande susceptibles de nuire à l'intérêt national.

- Le parquet du tribunal d'El Abiodh Sidi Cheikh a poursuivi l'intéressé dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate pour les délits d'outrage au Président de la République, d'affichage de publications à des fins de propagande pouvant nuire à l'intérêt national, avec récidive, et d'outrage à la réputation des services de sécurité, actes qui sont visés par les articles 144 *bis*, 96 et 149 *bis* du Code pénal.
- Le 26 septembre 2024, l'intéressé a été condamné à huit ans de prison et à une amende de 1 million de dinars algériens.
- Suite à l'appel interjeté par le condamné, la chambre criminelle de la cour d'El-Bayadh a confirmé le jugement initial, mais a réduit la peine à deux ans d'emprisonnement et à une amende de 500 000 dinars.
- Le 17 novembre 2024, l'intéressé s'est pourvu en cassation contre cette décision et l'affaire est actuellement pendante devant la Cour suprême.

2. Deuxième affaire

Faits et procédure

M. Larbi a diffusé sur les médias sociaux des publications incendiaires insultant les institutions de l'État, certains candidats à l'élection présidentielle et des personnes militant dans le cadre de cette élection.

Le parquet du tribunal d'El Abiodh Sidi Cheikh a poursuivi l'intéressé dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate pour les délits d'outrage au Président de la République et d'affichage de publications à des fins de propagande pouvant nuire à l'intérêt national, avec récidive, actes qui sont visés par les articles 144 *bis* et 96 du Code pénal :

- Le 26 septembre 2024, le tribunal d'El Abiodh Sidi Cheikh a rendu un jugement condamnant l'accusé à sept ans d'emprisonnement et à une amende de 500 000 dinars ;
- Le 20 novembre 2024, suite à l'appel interjeté par le condamné, la chambre criminelle de la cour d'El-Bayadh a confirmé le jugement initial, maintenant l'amende mais réduisant la peine à deux ans d'emprisonnement ;
- Le 27 novembre 2024, l'intéressé s'est pourvu en cassation contre cette décision et l'affaire est actuellement pendante devant la Cour suprême.

Il convient de noter que Mustapha Bendjama et Tahar Larbi ont bénéficié de toutes les garanties d'un procès équitable (droit à la défense, publicité des affaires et des audiences, droit de recours, délais raisonnables, etc.) et que ni eux ni leur défense n'ont déposé de plainte concernant la violation de l'un quelconque des droits garantissant un procès équitable.

- * De la conformité des articles 79, 96, 144 *bis* et 149 du Code pénal avec les normes du droit international des droits de l'homme.

L'Algérie s'est acquittée de toutes ses obligations internationales en entreprenant de revoir ses lois nationales chaque fois qu'elle a ratifié un instrument international.

Selon l'article 54 de la Constitution, les traités ratifiés par le Président de la République, dans les conditions fixées par la Constitution, sont supérieurs à la loi.

L'article 171 de la Constitution dispose ce qui suit : « Dans l'exercice de sa mission, le juge est tenu d'appliquer les traités ratifiés, les lois de la République et les décisions de la Cour constitutionnelle. ».

Les juges sont donc tenus, conformément à la Constitution, d'appliquer les dispositions des traités et conventions internationaux ratifiés par l'Algérie dans les cas où les dispositions des lois nationales leur sont contraires.

رد الحكومة الجزائرية على البلاغ الوارد من مقرري الإجراءات الخاصة حول قضايا المدعوين بن جامع مصطفى والطاهر العربي

أولاً- فيما يخص قضية المدعو بن جامع مصطفى:

عن الوقائع والإجراءات:

- بتاريخ 2024-12-23 قام المعني بنشر منشورات عبر مواقع التواصل الاجتماعي مضمونها الترويج عمدا لأخبار وأنباء كاذبة، ودعوة للشباب للخروج إلى الشارع دون طلب الترخيص المتعلق بالاجتماعات والتظاهرات في الأماكن العمومية وهي أفعال من شأنها المساس بالأمن العمومي وبحرية الآخرين في التنقل. إذ غالبا ما تنتج عن مثل هذه التظاهرات غير المرخصة غلق الطرق العمومية.
 - بتاريخ 2025-01-02 تمت متابعة المعني من طرف نيابة الجمهورية لدى محكمة عنابة بموجب طلب افتتاحي لإجراء التحقيق، بجنحة نشر وترويج عمدا لأخبار وأنباء كاذبة من شأنها المساس بالأمن العمومي والنظام العام، وجنحة العرض لأنظار الجمهور منشورات من شأنها الإضرار بالمصلحة الوطنية، الفعلين المنصوص والمعاقب عليهما بموجب المادتين 96 و196 مكرر 01 من قانون العقوبات مع إلتماس وضعه رهن الحبس المؤقت.
 - بنفس التاريخ، وبعد سماع المتهم بن جامع مصطفى عند الحضور الأول أمام قاضي التحقيق، أصدر هذا الأخير أمرا برفض وضع المتهم رهن الحبس المؤقت والأمر بوضعه تحت نظام الرقابة القضائية.
 - بناء على استئناف النيابة، أصدرت غرفة الاتهام بتاريخ 2025-01-14 قرارا قضى بتأييد الأمرين المستأنفين.
 - بتاريخ 2025-02-17 تقدم المتهم بطلب رفع إجراءات الرقابة القضائية وأمر قاضي التحقيق بتاريخ 2025-02-24 برفض الطلب، وبعد استئناف الأمر بالرفض المذكور، أصدرت غرفة الاتهام بتاريخ 2025-03-11 قرارا قضى بتأييد الأمر المستأنف.
- تجدر الإشارة إلى أن القضية لا تزال قيد التحقيق القضائي.

أما فيما يخص شكوى المعني والتي مفادها تعرضه للضرب واستعمال العنف ضده بمناسبة توقيفه بتاريخ 2023-02-08 فقد تم تحويلها للسيد وكيل الجمهورية لدى المحكمة العسكرية بقسنطينة للاختصاص.

ثانياً- فيما يخص قضيتي (02) المدعو العربي الطاهر:

1- القضية الأولى:

عن الوقائع والإجراءات:

- قام المدعو العربي الطاهر بنشر مجموعة من المنشورات على مواقع التواصل الاجتماعي يسيئ من خلالها إلى مؤسسات الدولة والدعاية التي من شأنها الإضرار بالمصلحة الوطنية.
- تمت متابعة المعني من قبل نيابة محكمة الأبيض سيدي الشيخ بموجب إجراءات المثول الفوري من أجل ارتكابه جنح الإساءة إلى رئيس الجمهورية وعرض منشورات بغرض الدعاية والتي من شأنها الإضرار

بالمصلحة الوطنية مع توافر ظرف العود والقيام بالإساءة إلى صورة الأجهزة الأمنية طبقاً لأحكام المواد 144 مكرر و96 و149 مكرر من قانون العقوبات.

- بتاريخ 2024-09-26 صدر حكم قضى بإدانة المعني وعقابه بـ 08 سنوات حبساً نافذاً و1000 000 دج غرامة نافذة.

- بعد استئناف الحكم المذكور من طرف المتهم صدر قرار عن الغرفة الجزائية لدى مجلس قضاء البيض قضى بتأييد الحكم المستأنف مبدئياً وتعديلاً له خفض العقوبة إلى سنتين (02) حبساً نافذاً و500 000 دج غرامة نافذة.

- قام المتهم بالطعن بالنقض في هذا القرار بتاريخ 2024-11-17 والقضية مطروحة حالياً على مستوى المحكمة العليا.

2- القضية الثانية:

عن الوقائع والإجراءات:

قام المدعو العربي الطاهر بعرض مناشير تحريضية على مواقع التواصل الاجتماعي يسيء من خلالها إلى مؤسسات الدولة وبعض المترشحين للانتخابات الرئاسية ولنشطي الحملة لهذه الانتخابات.

تمت متابعة المعني من طرف نيابة محكمة الأبيض سيدي الشيخ بموجب إجراءات المثلث الفوري بجنح الإساءة إلى رئيس الجمهورية وعرض منشورات بغرض الدعاية التي من شأنها الإضرار بالمصلحة الوطنية مع توافر ظرف العود، طبقاً لأحكام المواد 144 مكرر و96 من قانون العقوبات.

- بتاريخ 2024-09-26 صدر حكم عن محكمة الأبيض سيدي الشيخ قضى بإدانة المتهم بما نسب إليه من تهم وعقابه بسبع (07) سنوات حبساً نافذاً و500 000 دج غرامة نافذة.

- بعد استئناف المتهم، صدر قرار عن الغرفة الجزائية لدى مجلس قضاء البيض بتاريخ 2024-11-20 قضى بتأييد الحكم المستأنف مبدئياً وتعديلاً له خفض العقوبة إلى سنتين (02) حبساً نافذاً مع الإبقاء على الغرامة.

- بتاريخ 2024-11-27 طعن المتهم بالطعن في القرار المذكور، والقضية مطروحة حالياً على مستوى المحكمة العليا.

تجدر الإشارة إلى أن المدعويين بن جامع مصطفى والعربي الطاهر قد استفادا من جميع ضمانات المحاكمة العادلة (الحق في الدفاع، الوجاهية، علنية الجلسات، طرق الطعن، الأجل المعقولة وغيرها)، ولم يقدم أي منهما ولا دفاعهما أي شكاوى تتعلق بانتهاك أي حق من حقوقهما التي تضمن لهم المحاكمة العادلة.

* بخصوص مدى تطابق المواد 79، 96، 144 مكرر و149 من قانون العقوبات مع المعايير الدولية ذات الصلة بالقانون الدولي الخاص بحقوق الإنسان.

تلتزم الجزائر دوماً بكافة تعهداتها الدولية وذلك بمراجعة نصوص قوانينها الداخلية بمجرد مصادقتها على أية معاهدة أو اتفاقية دولية.

الجدير بالذكر، أن المادة 54 من الدستور تنص على أن "المعاهدات التي يصادق عليها رئيس الجمهورية، حسب الشروط المنصوص عليها في الدستور، تسمو على القانون".

كما تنص المادة 171 من الدستور على أنه "يلتزم القاضي في ممارسة وظيفته بتطبيق المعاهدات المصادق عليها، وقوانين الجمهورية وكذا قرارات المحكمة الدستورية".

وعليه فإن القاضي ملزم. طبقاً لأحكام الدستور، بتطبيق بنود المعاهدات أو الاتفاقيات الدولية المصادق عليها من طرف الجزائر في حالة تعارض نصوص القوانين الداخلية معها.